

Baromètre industriel québécois

Un portrait inédit du secteur manufacturier du Québec

4^e ÉDITION



Table des matières

STIQ en bref	5
Contexte de l'étude et méthodologie	5
Les 4 grandes chaînes d'approvisionnement québécoises	6
La situation du secteur manufacturier québécois en 2012	10
La croissance se maintient	10
Les défis à venir	12
Les nouvelles conditions de marché se confirment	14
Un besoin accru en compétitivité	15
Conclusion	18

STIQ en bref

STIQ est une association d'entreprises manufacturières québécoises qui a pour mission d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement en aidant les fournisseurs à se développer, à diversifier leur clientèle et à identifier des occasions d'affaires auprès des donneurs d'ordres.

L'association compte plus de 700 membres et clients œuvrant dans les secteurs clés de l'économie québécoise, soit l'aéronautique, le transport, l'énergie électrique et les ressources minérales. Elle dispose également d'un répertoire de fournisseurs, mis à jour annuellement, qui détaille la capacité industrielle de plus de 4 000 entreprises actives dans ces secteurs possédant des chaînes d'approvisionnement structurées.

STIQ offre des services professionnels et techniques de recherche, d'évaluation et de développement d'entreprises, en plus d'organiser de nombreux événements de maillage et de contenu.

Contexte de l'étude et méthodologie

Grâce à sa connaissance approfondie du domaine industriel, STIQ a développé en 2009 une série d'indicateurs inédits, destinés à dresser un portrait réaliste et concret de ce secteur essentiel au développement économique du Québec.

Pour une 4^e année consécutive, STIQ a ainsi confié au Bureau d'Intervieweurs Professionnels (BIP) la réalisation d'un sondage téléphonique portant sur l'état de ces indicateurs en 2012.

La population d'enquête du sondage était constituée de 1 992 PME manufacturières localisées au Québec, inscrites dans la base de données de STIQ et ayant entre 20 et 300 employés. Quelque 400 PME ont été interrogées, un échantillon représentatif par rapport à la population d'enquête, tant aux niveaux géographique et sectoriel que de la taille des entreprises.

STIQ a confié l'analyse des résultats statistiques bruts et de l'évolution des indicateurs sondés à la firme spécialisée Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT). Cette analyse a d'abord mis en perspective les résultats de l'étude par rapport aux grandes tendances mondiales de l'économie et de l'industrie. RCGT et STIQ ont ensuite validé les constats de cette analyse avec une quinzaine de représentants de PME manufacturières lors de deux groupes de discussions, ainsi qu'avec différents experts dans le domaine.

STIQ présente les résultats de cette démarche objective dans ce document, offrant ainsi une vue d'ensemble sur la situation actuelle du secteur manufacturier québécois, et en particulier, celle des chaînes d'approvisionnement les plus développées dans la province, soit l'aéronautique, le transport, l'énergie électrique et les ressources minérales.

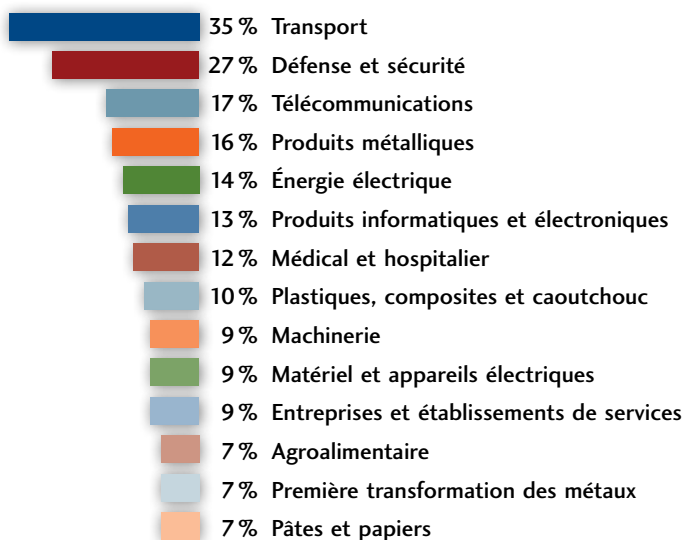
Les 4 grandes chaînes d'approvisionnement

Aéronautique

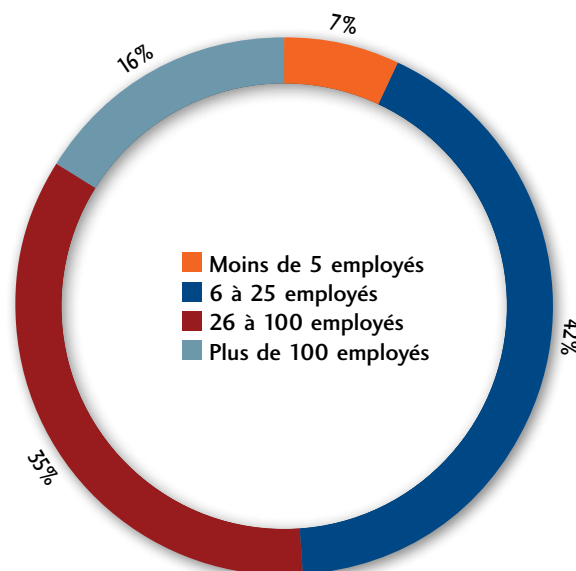
Nombre de fournisseurs / sous-traitants*	358
Emplois directs**	42 040
Ventes annuelles	11,7 G \$



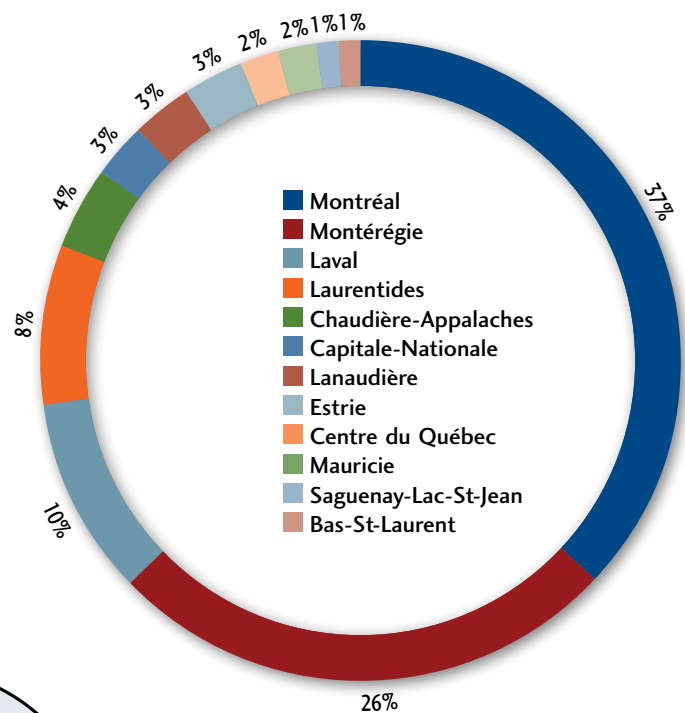
Autres marchés sectoriels desservis par les fournisseurs***



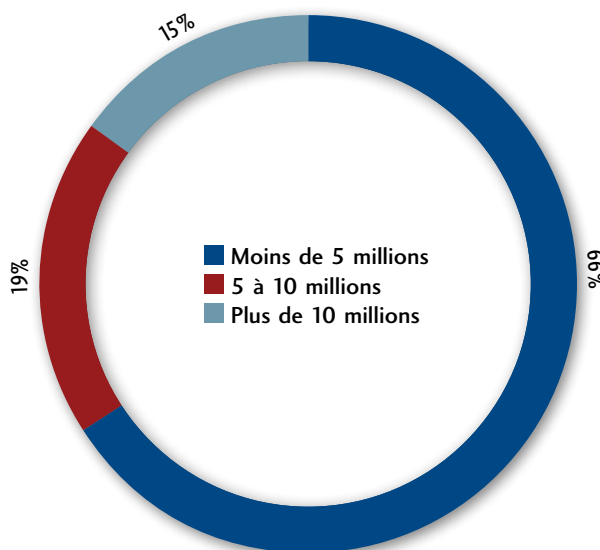
Répartition des fournisseurs par nombre d'emplois



Répartition régionale des fournisseurs



Répartition des fournisseurs selon le chiffre d'affaires



* Sous-traitants / fournisseurs de produits manufacturiers ou de services techniques, inscrits dans la banque de fournisseurs de STIQ et déclarant faire affaire avec ce secteur.

** Les données sur les emplois et les ventes proviennent de différentes sources sectorielles et gouvernementales : Association de l'industrie électrique du Québec, Hydro-Québec, ministère des Finances et de l'économie du Québec, Statistiques Canada et STIQ.

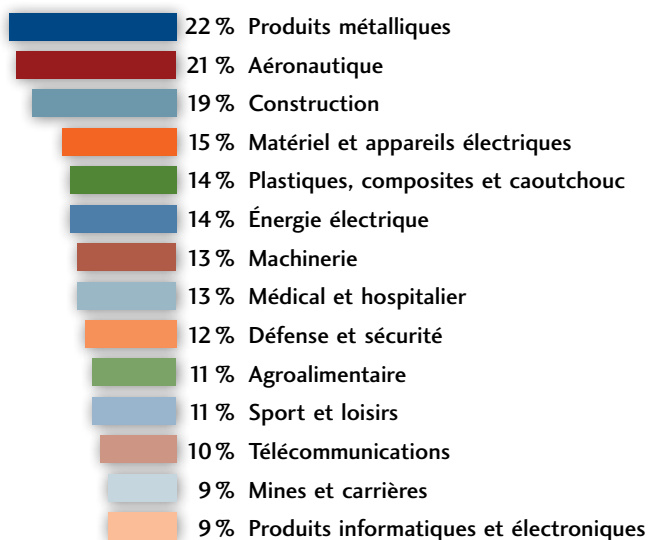
*** Une entreprise peut œuvrer dans plusieurs secteurs d'activité.

québécoises

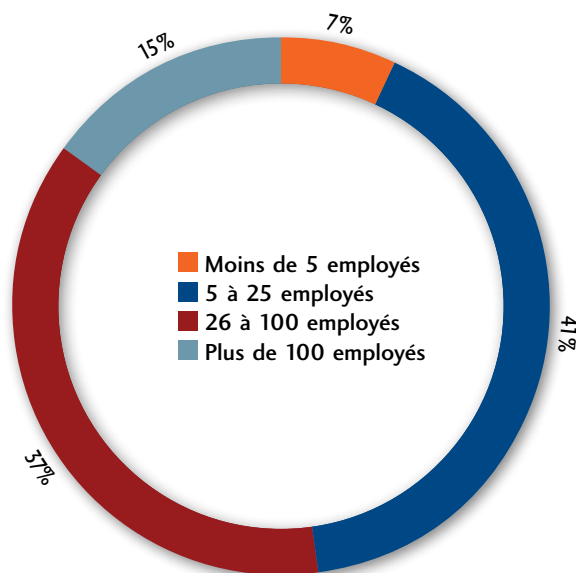
Transport

Nombre de fournisseurs / sous-traitants*	598
Emplois directs	41 000
Ventes annuelles	11,4 G \$

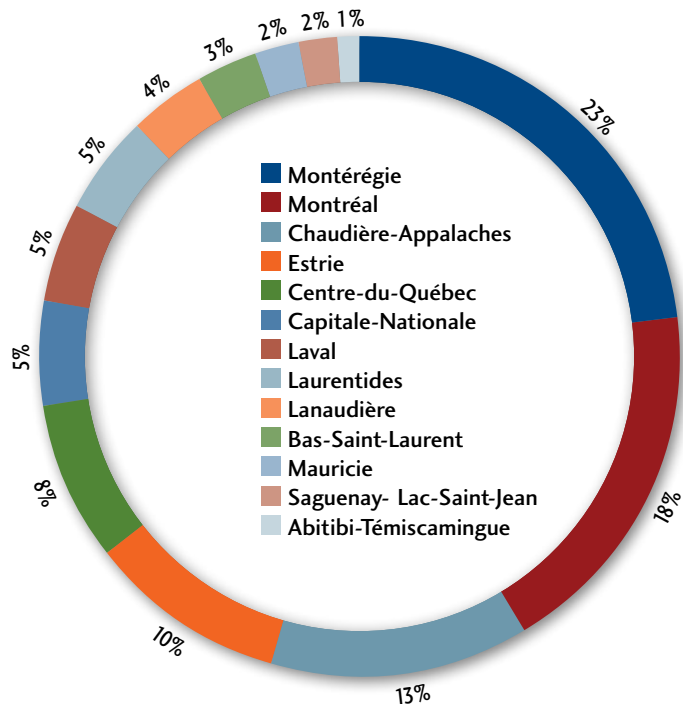
Autres marchés sectoriels desservis par les fournisseurs



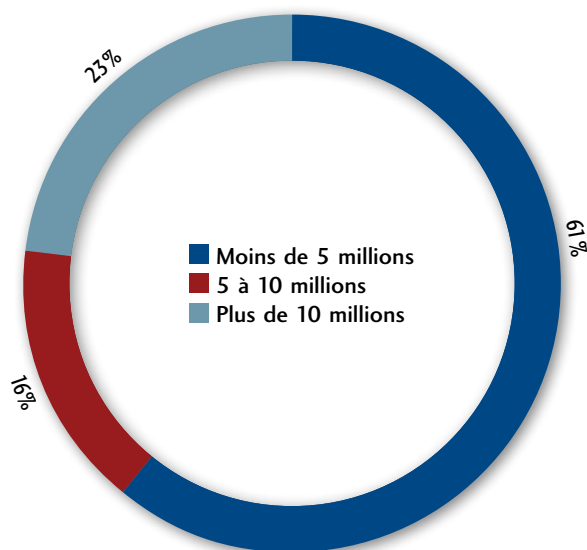
Répartition des fournisseurs par nombre d'emplois



Répartition régionale des fournisseurs



Répartition des fournisseurs selon le chiffre d'affaires

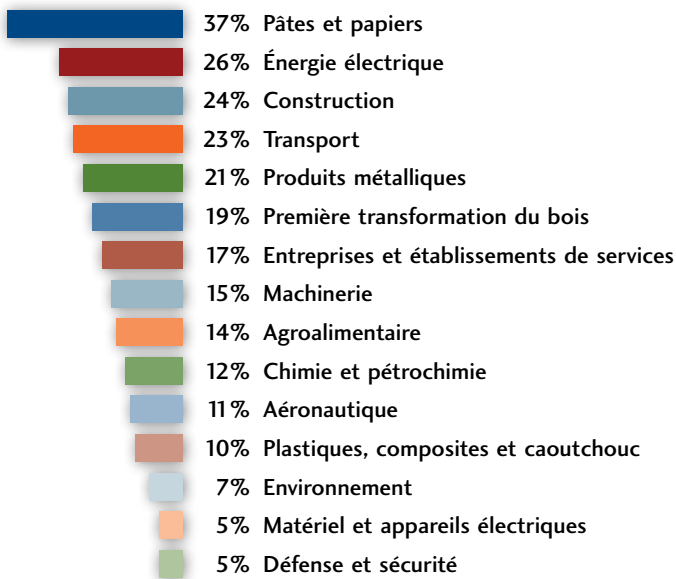


Les 4 grandes chaînes d'approvisionnement

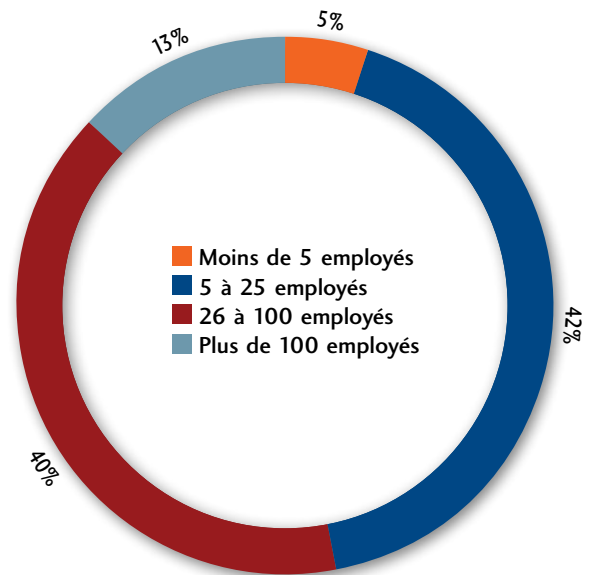
Ressources minérales (Mines et carrières – Première transformation des métaux)

Nombre de fournisseurs / sous-traitants	372
Emplois directs	34 828
Ventes annuelles	28,6 G \$

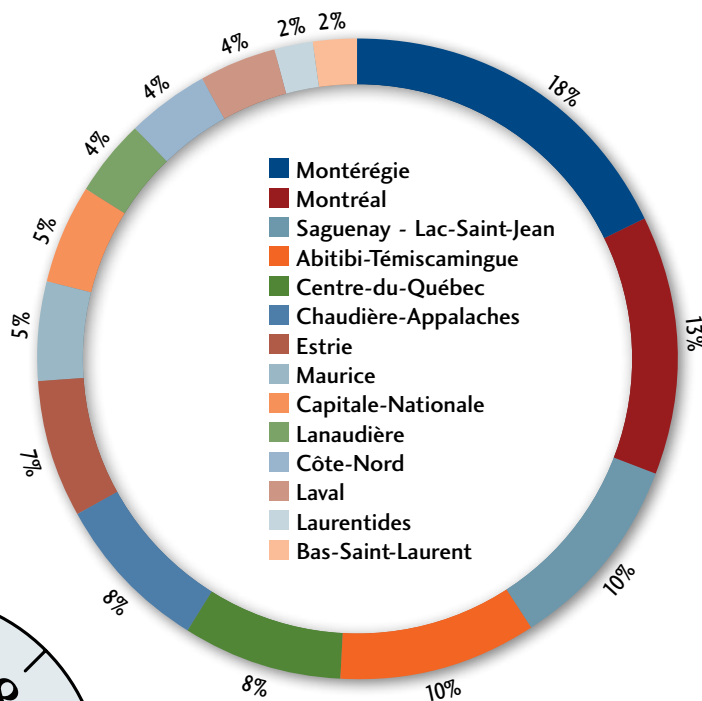
Autres marchés sectoriels desservis par les fournisseurs



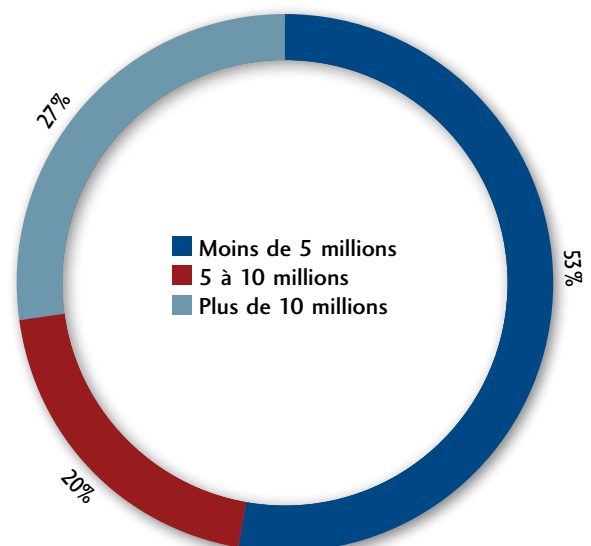
Répartition des fournisseurs par nombre d'emplois



Répartition régionale des fournisseurs



Répartition des fournisseurs selon le chiffre d'affaires

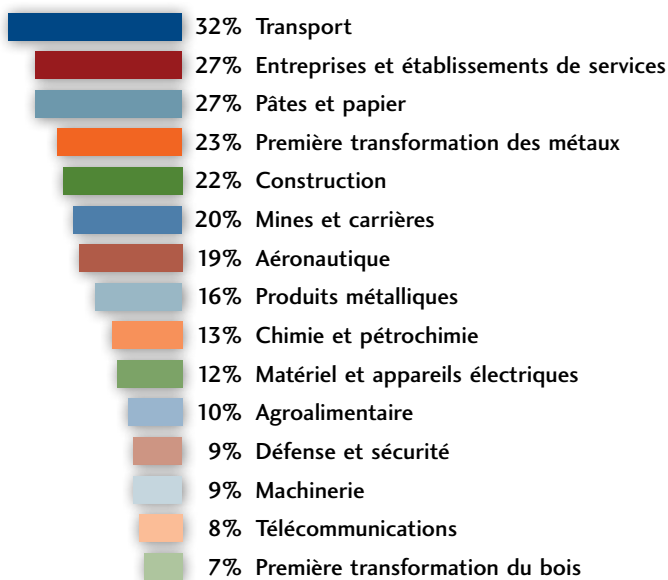


québécoises

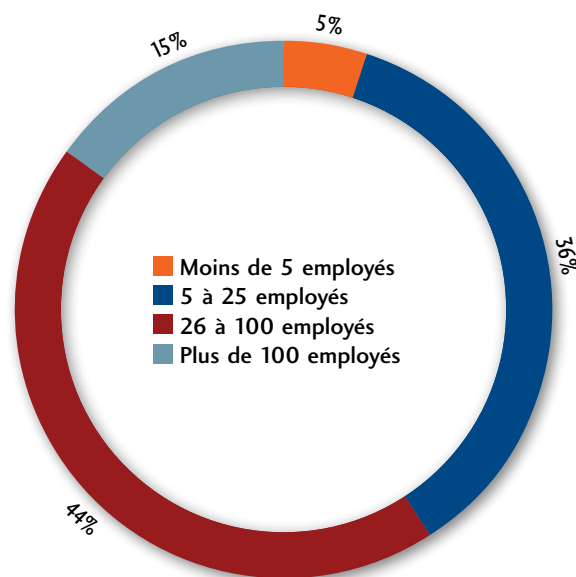
Énergie électrique

Nombre de fournisseurs / sous-traitants	264
Emplois directs	50 000
Ventes annuelles	12,4 G \$

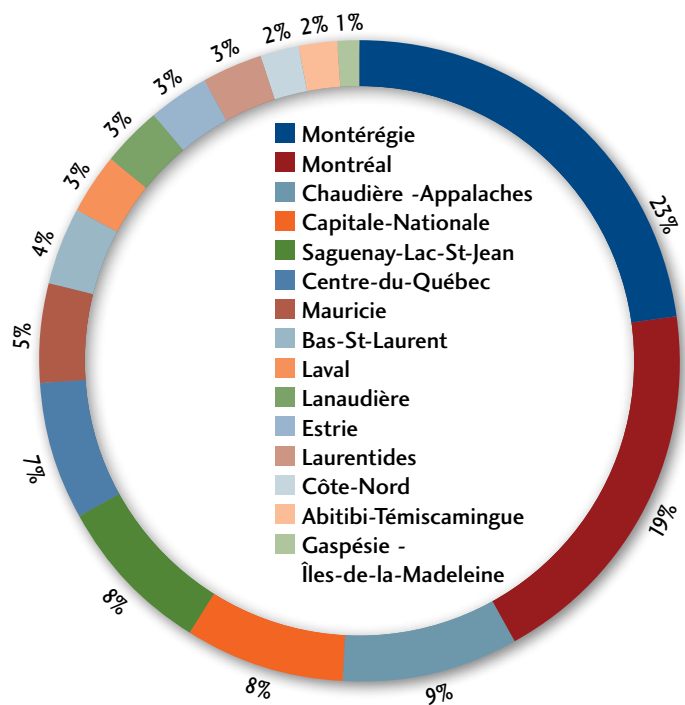
Autres marchés sectoriels desservis par les fournisseurs



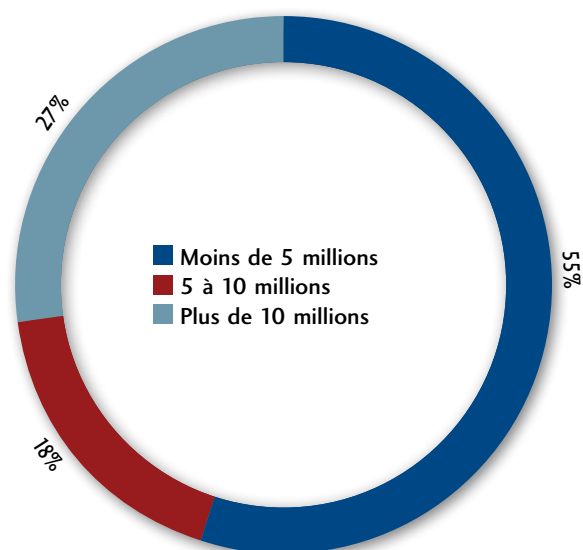
Répartition des fournisseurs par nombre d'emplois



Répartition régionale des fournisseurs



Répartition des fournisseurs selon le chiffre d'affaires



La situation du secteur manufacturier québécois en 2012

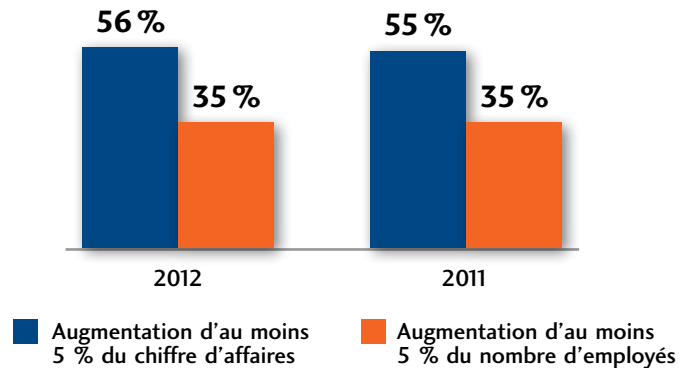
Les résultats de l'étude *Baromètre industriel québécois* suggèrent que 2012 fut une année de continuité par rapport à 2011. Ainsi, malgré une conjoncture économique mondiale difficile, le secteur manufacturier québécois a connu une année de croissance en 2012.

On ne parle donc plus désormais d'un rétablissement de la croissance à la suite du ralentissement économique de 2008, mais d'un cycle de croissance modérée pour l'économie québécoise. La plupart des indicateurs sondés suggèrent d'ailleurs que les sous-traitants manufacturiers sont sur une bonne lancée, notamment en raison du dynamisme des donneurs d'ordres et des projets d'envergure entrepris au Québec au cours de la dernière année. Le défi des fournisseurs manufacturiers sera donc de s'assurer qu'ils puissent maintenir cette croissance à moyen et long terme.

La croissance se maintient Donneurs d'ordres dynamiques et projets d'envergure

Le dynamisme des donneurs d'ordres locaux et les grands projets d'infrastructures ont une influence importante sur la santé des fournisseurs manufacturiers, qui se voient alors confier un plus grand nombre de contrats de sous-traitance. Plusieurs grandes entreprises québécoises ont connu une année riche en activité et les sous-traitants manufacturiers du Québec semblent avoir été en mesure de capitaliser sur ce contexte favorable, puisque 56 % des répondants à l'étude ont connu une croissance de leur chiffre d'affaires d'au moins 5 % en 2012. Par ailleurs, le nombre d'emplois a augmenté d'au moins 5 % pour 36 % des répondants, soit exactement dans la même proportion qu'en 2011 (Voir *Graphique 1*). Tout comme l'an dernier, le chiffre d'affaires a augmenté en plus grande proportion que le nombre d'employés, ce qui peut suggérer que les PME manufacturières ont continué à améliorer leur productivité en 2012.

Graphique 1
Croissance du chiffre d'affaires et du nombre d'employés
(en proportion d'entreprises)



Aéronautique

Le secteur de l'aéronautique a été particulièrement dynamique, avec des commandes importantes de grands donneurs d'ordres tels que Bombardier Aéronautique, Bell Helicopter ou encore CAE, qui a reçu des commandes pour 23 simulateurs durant les neuf derniers mois de 2012. En plus d'avoir un impact positif sur le secteur manufacturier québécois dès l'année 2012, ces contrats annoncent un dynamisme soutenu pour l'industrie en 2013.

Transport

En 2011-2012, 3,4 milliards de dollars¹ ont été investis dans le réseau routier et 629 millions dans les transports en commun. En plus de générer des retombées économiques non négligeables pour les secteurs liés aux infrastructures, on peut y voir un signe encourageant pour l'industrie des transports. Celle-ci a ainsi connu une année 2012 globalement positive, bien que la croissance n'y ait pas été particulièrement soutenue. Le projet du métro de Montréal, mené par le consortium Bombardier Transport - Alstom, a alimenté la croissance du secteur au Québec. L'exigence d'un contenu canadien minimum de 60 % a assuré des retombées économiques pour les manufacturiers d'ici, retombées qui devraient s'accroître en 2013 avec la progression du projet. De plus, l'entreprise Nova Bus a connu une excellente année avec des livraisons d'autobus dans plusieurs villes et régions d'Amérique du Nord (New York, Minnesota, Halifax, St John's, Niagara Falls, etc.) et de nouvelles commandes importantes qui lui assureront une activité soutenue au cours de 2013.

D'autre part, le plan d'action 2011-2020 sur les véhicules électriques du gouvernement du Québec a continué de stimuler la recherche touchant l'électrification des transports. Entre le déploiement du *Circuit électrique* et la présentation du premier prototype d'autobus 100 % électrique par Nova Bus, le secteur a connu une véritable effervescence en 2012, qui devrait se traduire en projets concrets dès 2013.

Ressources minérales

Stimulés par les prix élevés des ressources minérales, les investissements dans le secteur minier au Québec ont atteint un niveau historique en 2012, soit un total de 4,2 milliards² de dollars. Les secteurs liés à l'activité minière ont donc connu des retombées économiques très positives en 2012. De plus,

40 autres projets pourraient potentiellement être lancés au cours des dix prochaines années, ce qui représente un investissement total de plus de 40 milliards de dollars. Il existe cependant de nombreuses incertitudes relativement à la mise en œuvre de plusieurs de ces projets, qui en sont actuellement à l'étape des études de faisabilité ou de financement. Pour concrétiser ces projets, plusieurs enjeux devront être résolus, notamment en matière de transport et d'énergie. Les incertitudes importantes qui demeurent relativement à la question des redevances minières et à la forte fluctuation des prix des métaux influencent également la mise en œuvre de nombreux projets.

Énergie électrique

Le secteur de l'énergie électrique s'est également caractérisé par des investissements importants en 2012. Le grand chantier de la Romaine s'est poursuivi et au 30 septembre 2012, 1,63 milliards de dollars de contrats avaient été attribués³, sur les 4,9 milliards prévus pour le projet⁴. Le dynamisme économique entraîné par ce chantier devrait se poursuivre en 2013 et au-delà.

Dans le secteur de l'énergie électrique, on peut aussi souligner l'importance grandissante accordée aux sources d'énergie verte par Hydro-Québec (biomasse, éolienne). Au cours des trois premiers trimestres de 2012, l'ensemble des investissements d'Hydro-Québec ont représenté 2,6 milliards de dollars, soit autant qu'en 2011 à la même période⁵. Fin 2012, 10 parcs éoliens étaient en chantier et 16 autres étaient projetés, ce qui laisse présager des investissements soutenus dans le secteur éolien jusqu'en 2015, mais à partir de 2016, les investissements sont beaucoup plus incertains. En effet, Hydro-Québec prévoit un surplus d'électricité annuel moyen de 3,56 térawatts-heures pour les huit prochaines années⁶. Étant donné l'indépendance énergétique accrue des États-Unis grâce au développement des filières du gaz naturel et de l'éolien, il semble peu probable que le surplus d'énergie soit facilement exportable chez nos voisins du Sud. Ainsi, à moyen terme, il existe un risque que peu de nouveaux projets d'infrastructures en énergie voient le jour. D'un point de vue positif, une baisse du prix de l'électricité, rendue possible par ce surplus, pourrait faire en sorte d'attirer des entreprises manufacturières à haute consommation énergétique au Québec et ainsi stimuler le secteur, une volonté qui a été exprimée par le gouvernement actuel⁷.

1 Transport Québec, 2012

2 Ministère des ressources naturelles du Québec, novembre 2012 – chiffre basé sur les intentions des entreprises minières

3 Hydro-Québec, décembre 2012 « Bulletin d'information – La Romaine »

4 Hydro-Québec Production, 2007 « Complexe de la Romaine : Étude d'impact sur l'environnement », Vol. 9, Méthodes

5 Hydro-Québec, 2012 « Rapport trimestriel – 3e trimestre »

6 Les Affaires, 2013, « Marois veut utiliser les surplus d'électricité pour attirer les investissements »

7 Idem 6

Les défis à venir

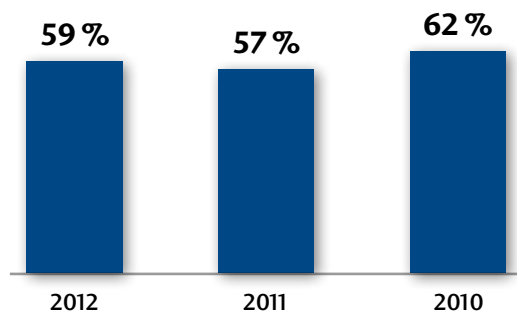
Si les sous-traitants manufacturiers ont su tirer profit des investissements considérables réalisés cette année, il y a lieu de s'interroger sur les perspectives économiques futures. Advenant que celles-ci soient moins favorables qu'en 2012, les PME manufacturières devront être en mesure d'y faire face.

Utilisation de la capacité de production

La situation est restée semblable à 2011 pour ce qui est des niveaux de production. Les résultats du sondage démontrent que cette année encore, il serait possible d'accroître les niveaux de production des PME manufacturières, puisque 59 % des répondants utilisent moins de 75 % de leur capacité de production (Voir Graphique 2). Cela est particulièrement vrai pour les plus petites entreprises (20 à 49 employés) : en 2012, seules 39 % d'entre elles utilisaient plus de 75 % de leur capacité de production (contre 56 % des entreprises de 100 à 300 employés). Ce constat peut s'expliquer par le fait que les petites entreprises obtiennent souvent des commandes de moins grande ampleur et peuvent donc plus difficilement utiliser leurs installations à une capacité élevée durant toute l'année.

Graphique 2

Proportion d'entreprises utilisant moins de 75 % de leur capacité de production

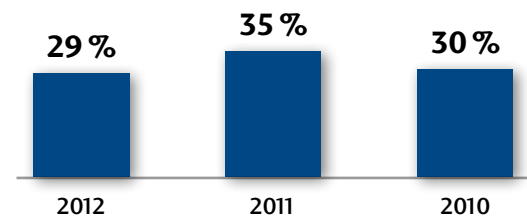


Diversification et développement

On remarque par ailleurs que les fournisseurs québécois tendent à une diversification de leur carnet de commandes, ce qui devrait améliorer l'utilisation de leur capacité de production. En effet, selon les résultats de l'étude, les sous-traitants manufacturiers ont été moins dépendants de grands clients en 2012 qu'en 2011 : seules 29 % des entreprises répondantes attribuaient plus de 50 % de leur chiffre d'affaires à leurs trois plus gros clients, alors qu'elles étaient 35 % en 2011 (Voir Graphique 3).

Graphique 3

Proportion d'entreprises dont 50 % et plus de leur chiffre d'affaires était attribuable à leurs trois plus gros clients

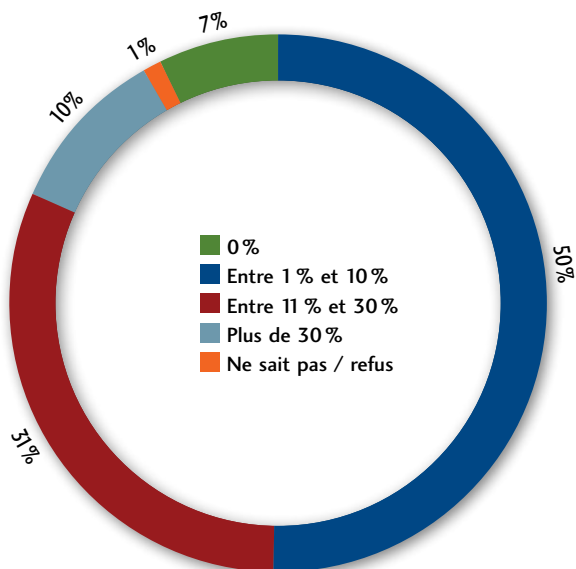


De plus, il semblerait que les fournisseurs québécois aient continué à développer leurs marchés, puisque 92 % des répondants ont fait affaires avec de nouveaux clients en 2012, dans des proportions similaires aux années précédentes (Voir Graphique 4). Ces efforts sont de bon augure pour l'avenir. En effet, pouvant compter sur un nombre plus important de clients, les PME sont moins vulnérables aux fluctuations des marchés.

Graphique 4

Pourcentage du chiffre d'affaires généré par de nouveaux clients en 2012

(en proportion d'entreprises)

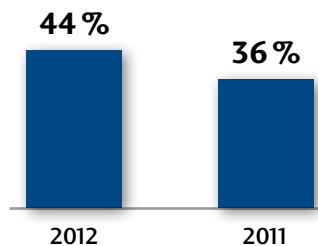


Importance des donneurs d'ordres

Par ailleurs, on constate qu'une portion croissante de l'activité des entreprises manufacturières provient de donneurs d'ordres. En effet, en 2012, 44 % des entreprises ayant participé à l'étude attribuaient plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à des donneurs d'ordres, comparativement à 36 % en 2011 (Voir Graphique 5). Cette augmentation significative peut s'expliquer par une spécialisation de plus en plus marquée à travers toute la chaîne de production, qui fait en sorte que de plus en plus d'entreprises font appel à la sous-traitance et sont donc considérées comme des donneurs d'ordres. Par ailleurs, 49 % des répondants ont connu une augmentation de 5 % ou plus de leur chiffre d'affaires attribuable à des donneurs d'ordres en 2012, une augmentation de 5 % par rapport à 2011 (Voir Graphique 6). Ce constat souligne l'influence croissante des donneurs d'ordres sur les fournisseurs manufacturiers.

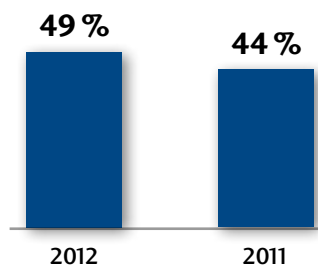
Graphique 5

Proportion des entreprises qui attribuent au moins 25 % de leur chiffre d'affaires à des donneurs d'ordres



Graphique 6

Proportion d'entreprises ayant connu une augmentation d'au moins 5 % de leur chiffre d'affaires attribuable à des donneurs d'ordres



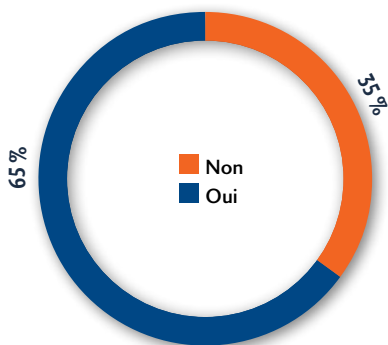
Les nouvelles conditions de marché se confirment

Spécialisation accrue et intégration de la chaîne de valeur à l'échelle mondiale

Ces résultats sont tout à fait cohérents avec les tendances mondiales du secteur manufacturier. En effet, on assiste à une intégration de la chaîne d'approvisionnement à l'échelle mondiale. La pression pour la réduction des coûts ressentie par le secteur manufacturier n'est donc plus une résultante de la crise financière de 2008 et de la faible consommation, mais fait plutôt partie des nouvelles règles d'un marché mondial qui s'impose. Les maîtres d'œuvre subissent des pressions importantes pour la réduction de leurs coûts et recherchent ainsi les fournisseurs offrant les meilleurs prix à l'échelle de la planète. Cette tendance, observable depuis les débuts de la mondialisation, s'est accentuée avec la hausse de la qualité des produits issus des pays à bas coûts de production.

Graphique 7

Appel à la sous-traitance en 2012



Pour faire face à ces concurrents étrangers, les sous-traitants manufacturiers locaux tendent donc vers la spécialisation. Cela leur permet de faire des économies d'échelles et éventuellement, de développer un avantage concurrentiel. Cette tendance s'est nettement fait ressentir au Québec au cours des dernières années et s'est intensifiée en 2012 : une proportion d'entreprises similaire à 2011 ont fait appel à des sous-traitants pour réaliser les commandes de leurs clients (65 % en 2011 contre 64 % en 2012), mais on constate que les entreprises qui sous-traitent le font dans une plus grande proportion qu'auparavant. En effet, 44 % des entreprises ayant participé à l'étude déclaraient avoir octroyé plus de 10 % de leur chiffre d'affaires en sous-traitance, alors que cette proportion s'élevait à 35 % en 2011 (voir Graphique 8).

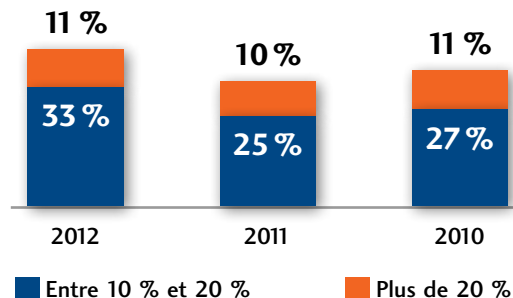
« Chez nous, la spécialisation fait partie du plan stratégique. On produit ce dans quoi on excelle et on sous-traite le reste. Notre toile de fournisseurs fait partie de notre offre globale. »

Sylvain Rodier
Président, IMAC

Graphique 8

Pourcentage du chiffre d'affaires octroyé en sous-traitance

(en proportion d'entreprises)



Ce constat illustre le fait que la spécialisation s'accroît au Québec et que le nombre de maillons au sein d'une chaîne de production donnée augmente. Or, on observe que les maîtres d'œuvre veulent optimiser leurs coûts en faisant affaires avec le moins d'interlocuteurs possibles. De plus, ils cherchent à transférer en partie le risque de développement de nouveaux procédés en amont de la chaîne de production. Cette tendance est particulièrement présente dans les secteurs de l'aéronautique et du transport, où les grands donneurs d'ordres tendent à favoriser les partenariats avec des sous-traitants d'une certaine taille, en mesure de leur fournir des composantes pré-assemblées. De cette manière, le maître d'œuvre fait affaires avec un nombre plus restreint de fournisseurs et ces derniers, les intégrateurs, sont responsables de trouver les fournisseurs de deuxième niveau les plus performants afin d'offrir à leurs clients des composantes de qualité au meilleur prix.

« Soit les PME se regroupent pour former des intégrateurs locaux, soit on en fait venir de l'étranger, soit on ne fait rien et les PME du Québec devront aller chercher des contrats elles-mêmes chez un intégrateur étranger. »

Jean-Pierre Dubé, ing.,
Consultant senior en excellence opérationnelle

Les intégrateurs prennent ainsi de plus en plus d'importance dans la nouvelle chaîne de production manufacturière. Or, malgré la présence de quelques-uns de ces joueurs clés, on dénote un certain manque à ce niveau au Québec. Plusieurs donneurs d'ordres se trouvent donc contraints de faire affaires avec des intégrateurs étrangers. C'est à cet échelon de la chaîne que les sous-traitants québécois risquent de ne pas bénéficier des grands projets. En effet, si les intégrateurs choisis sont basés à l'étranger, ils sont plus susceptibles de s'approvisionner auprès des fournisseurs avec lesquels ils ont bâti une relation de confiance au fil du temps, souvent basés aussi à l'étranger.

Un besoin accru en compétitivité

Pour s'assurer d'avoir leur place dans les grandes chaînes d'approvisionnement, on constate que les fournisseurs manufacturiers de petite taille tendent à se rassembler afin d'être en mesure d'être plus compétitives et de réaliser des économies d'échelles. Le mouvement est déjà en marche, avec des exemples de « coopétition » qui se multiplient au Québec. Le maillage revêt ici une grande importance, puisqu'il permet aux entreprises d'entrer en relation avec des compétiteurs qui peuvent devenir des collaborateurs dans certains projets. Au-delà de cette « coopétition », plusieurs PME créent des alliances ou des partenariats avec des entreprises proposant des produits complémentaires aux leurs, afin de proposer une offre plus complète aux donneurs d'ordres. Il est possible que l'on assiste à moyen terme à un mouvement de consolidation des PME, qui deviendraient ainsi des intégrateurs locaux. Il s'agit là d'une piste d'avenir fort prometteuse pour les sous-traitants industriels de la province.

De telles stratégies pourraient permettre aux PME de mieux se positionner, non seulement auprès des maîtres d'œuvre locaux, mais aussi sur le plan international. Car si les grands donneurs d'ordres peuvent s'approvisionner en dehors du Québec, les sous-traitants manufacturiers d'ici doivent également être en mesure d'exporter. On constate pourtant que les exportations ont diminué au Québec entre 2008 et 2010, dans l'ensemble des secteurs étudiés⁸. De manière plus préoccupante, après un certain regain en 2011, elles ont à nouveau baissé en 2012 pour finalement atteindre 33 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 11% par rapport à 2008⁹. La force du dollar canadien peut contribuer à expliquer cette baisse. Il sera intéressant de suivre l'évolution de cet indicateur pour voir dans quelle mesure les fournisseurs québécois parviendront à obtenir des contrats auprès d'intégrateurs et de maîtres d'œuvre étrangers.

« Nous avons une relation de partenariat avec l'entreprise qui auparavant était notre plus gros client. Nos expertises étaient tellement complémentaires que nous avons fondé une co-entreprise. Le fait de miser chacun sur nos forces nous fait gagner en compétitivité et nous permet aujourd'hui de vendre des équipements partout dans le monde. »

Jacques Létourneau
Développement des affaires, Mecnov

Recherche et développement

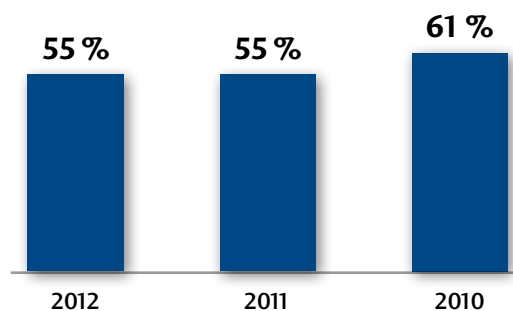
On devrait assister dans les prochaines années à une accentuation de la tendance à la collaboration entre PME, qui se poursuivra dans la commercialisation, à l'échelle locale et internationale, mais aussi dans les projets de Recherche et Développement (R&D). C'est un défi auquel les manufacturiers québécois devront faire face : la prise en charge d'une partie du risque que les maîtres d'œuvre cherchent à transférer, implique que les PME investissent elles-mêmes dans le développement de produits et procédés innovants.

Pour l'ensemble du Québec, les investissements en R&D ont connu une baisse à partir de 2008, mais dans une proportion plus faible que dans le reste du Canada¹⁰. Ainsi, en 2010, les dépenses en R&D des entreprises québécoises représentaient 1,42% du PIB, comparativement à 0,91% du PIB pour le Canada¹¹. La province s'en sortait également mieux que d'autres petites économies comparables, comme les Pays-Bas (0,88 %) et la Norvège (0,86 %) ¹². Bien qu'encourageant, ce taux est encore loin de celui des États-Unis, qui se situait à 1,93% en 2010.

On constate ainsi que le niveau d'investissements en R&D des fournisseurs manufacturiers québécois demeure relativement faible. Comme en 2011, seul 55 % des répondants ont investi plus de 2 % de leur chiffre d'affaires en R&D en 2012 (voir Graphique 9). Ceci peut s'expliquer en partie par le fait que les crédits d'impôt à la recherche et développement semblent de plus en plus difficiles à obtenir pour les PME. En effet, depuis 2009, Revenu Canada et Revenu Québec ont resserré l'interprétation des critères de sélection des projets admissibles aux crédits d'impôt. Désormais, les entreprises qui soumettent un dossier de demande de crédits doivent fournir les preuves d'un processus expérimental structuré, d'essais et de résultats précis, ce qui rend le processus de demande plus complexe, plus long et moins prévisible. Plusieurs PME ne disposent pas du temps ou de l'expertise nécessaire pour remplir adéquatement leurs dossiers, ni des moyens pour faire appel à des firmes externes spécialisées en la matière, ce qui peut contribuer à expliquer pourquoi celles-ci n'investissent pas davantage en R&D.

Graphique 9

Proportion d'entreprises ayant investi plus de 2 % de leur chiffre d'affaires en R&D



8 Industrie Canada, 2012 « Exportations totales canadiennes – Québec vers tous les pays »
Secteurs visés : aérospatial, transport, minier, énergie

9 Idem 8

10 Statistique Canada, 2012

11 Statistique Canada, 2013

12 Statistique OCDE, 2013

Un besoin accru en compétitivité (suite)

Productivité

Outre le besoin d'innover pour répondre aux besoins des grands donneurs d'ordres, les manufacturiers québécois doivent s'assurer de maximiser leur productivité afin de se démarquer de leurs concurrents étrangers.

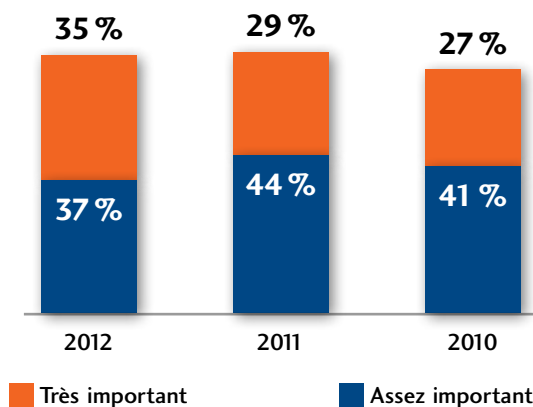
Or, le Québec fait mauvaise figure au chapitre de la productivité depuis plusieurs années¹³. En 2011, la productivité moyenne des pays de l'OCDE se situait à 62,90 \$ par heure travaillée¹⁴, alors que celle du Canada était de 57,45 \$/h (15^e rang au sein de l'OCDE) et de seulement 51,94 \$/h pour le Québec. La province se situe également bien en-dessous des taux de productivité des petites économies ouvertes comparables au Canada que sont les pays scandinaves et les Pays-Bas. Ainsi, la Norvège (1^{er} rang au sein de l'OCDE) atteignait un taux de 100,42\$/h, les Pays-Bas (3^e rang) avaient une productivité de 73,73\$/h, contre 68,94\$/h pour les États-Unis, classés au 6^e rang en 2011. Il y a donc encore beaucoup de place à une amélioration de la productivité pour les entreprises québécoises.

Recrutement et rétention du personnel qualifié

Le personnel qualifié est une des composantes principales de la productivité. Or, les entreprises manufacturières québécoises font face à une pénurie à ce niveau. La proportion des répondants ayant déclaré avoir des difficultés de recrutement s'est avérée en 2012 très semblable à celle de l'année précédente. Par ailleurs, le niveau de difficulté augmente : en 2012, 35 % des entreprises participantes estimaient avoir éprouvé des difficultés très importantes, alors qu'elles étaient 29 % dans cette situation en 2011 (voir Graphique 10).

Graphique 10

Proportion d'entreprises éprouvant un problème de recrutement d'employés



« L'atmosphère de travail, la flexibilité, des règles et une vision d'entreprise claires et bien communiquées : il ne faut pas sous-estimer tous ces éléments qui sont à la base d'une organisation. Le travail que nous avons fait sur notre structure organisationnelle nous a permis de mieux recruter. »

Robert Michaud
Président-directeur général, Ramp-Art

L'enjeu de la rareté de la main-d'œuvre constituera un défi important au Québec pour les prochaines années, puisque la part de la population active (20 à 64 ans) chutera de 62 % en 2011 à 54 % en 2031¹⁵. Le secteur manufacturier pourrait être encore plus affecté que le reste de l'économie québécoise, les jeunes semblant peu attirés par les métiers techniques alors que la demande est grande dans ce secteur. En effet, la plus récente étude du ministère de l'Éducation, du Loisirs et du Sport démontre qu'entre 1998 et 2008, le nombre d'étudiants inscrits aux formations professionnelles et techniques du Québec a diminué de 16 %, malgré un léger regain en 2007 et 2008. De plus, on constate qu'aucun programme lié au secteur manufacturier ne figure parmi les dix techniques les plus fréquentées au Québec. Seules les formations en électricité et en soudage-montage figurent au palmarès des programmes de formation professionnelle les plus fréquentés, respectivement aux 8^e et 9^e rangs¹⁶. Les entreprises doivent donc se résoudre à embaucher du personnel moins qualifié, et malgré les formations données à l'interne pour compenser, il existe tout de même un risque de voir baisser le niveau de productivité dans le secteur.

13 Centre sur la productivité et la prospérité d'HEC Montréal, 2012.

14 La productivité du travail est une mesure courante de la productivité, obtenue en divisant le PIB réel d'un pays par le nombre d'heures totales travaillées pour une année (Statistique Canada, 2013).

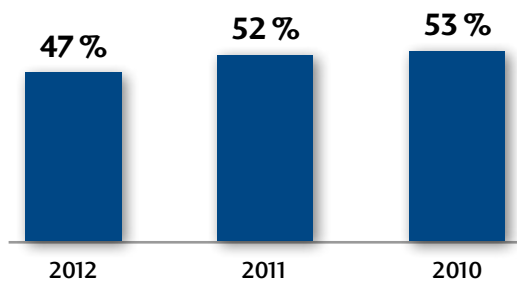
15 Institut de la statistique du Québec, 2012 « Bilan démographique du Québec 2012 »

16 Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, 2010 « La formation professionnelle et technique au Québec - Un aperçu »

Par ailleurs, le problème de rétention était toujours bien présent en 2012 pour les PME manufacturières du Québec, comme l'ont souligné 47 % des répondants à l'étude (Voir Graphique 11), les plus petites entreprises étant particulièrement touchées par le phénomène. Les moyens utilisés pour faire face au problème varient d'une entreprise à l'autre, mais la plupart ont le souci d'offrir les conditions d'emploi les plus avantageuses possibles, compte tenu de leurs ressources limitées (forte culture d'entreprise, possibilités d'avancement, salaire à temps complet même dans les périodes creuses, etc.).

Graphique 11

Proportion d'entreprises éprouvant un problème important de rétention d'employés spécialisés



Investissement en équipement

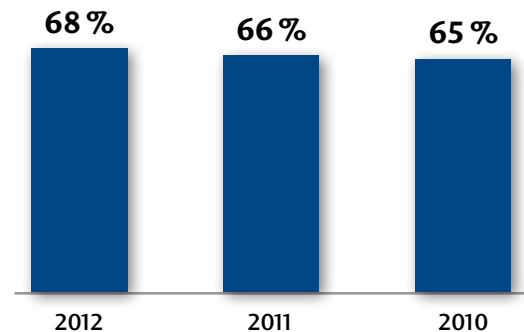
L'investissement en équipements est un autre élément susceptible d'avoir un impact positif sur la productivité des entreprises manufacturières. Au Québec, on observe un mouvement dans la bonne direction : entre 2007 et 2011, les investissements manufacturiers de la province ont augmenté de 15 %, alors qu'ils ont diminué de 10 % dans l'ensemble du Canada.

Les résultats de l'étude confirment cette tendance, puisque depuis 2009, on observe une amélioration constante du niveau d'investissement en équipements des entreprises manufacturières. En 2012, 68 % des répondants avaient investi plus de 2 % de leur chiffre d'affaires dans l'achat d'équipement (Voir Graphique 12). Ces investissements devraient permettre aux fournisseurs québécois de faire face aux commandes issues de l'activité des grands donneurs d'ordres, en plus d'augmenter leur productivité et donc leur compétitivité sur les marchés extérieurs.

Toutefois, on remarque qu'en 2011, les dépenses en immobilisation des industries productrices de biens ont représenté 7,6 % du PIB au Canada, contre seulement 4,6 % du PIB au Québec¹⁷. Il reste donc du chemin à faire aux entreprises québécoises pour rattraper le reste du pays.

Graphique 12

Proportion d'entreprises ayant investi plus de 2 % de leur chiffre d'affaires dans l'achat d'équipement



Conclusion

Les défis auxquels ont été confrontés les fournisseurs manufacturiers québécois en 2012 risquent de s'amplifier au cours des années à venir. Il est à prévoir que les conditions du marché mondial seront de plus en plus exigeantes. Conscientes de l'environnement difficile dans lequel elles évoluent, les entreprises d'ici semblent décidées à se tailler une place dans la chaîne d'approvisionnement mondiale. En 2012, 55 % des répondants déclaraient s'être dotés d'une planification stratégique écrite. L'importance de cet exercice a été soulignée par plusieurs d'entre eux, qui suggèrent que toutes les entreprises devraient se doter d'un plan stratégique leur permettant de mieux définir leur positionnement sur le marché et ainsi gagner en compétitivité.

À l'image de 2011, l'année 2012 a globalement été positive pour les sous-traitants industriels de la province. La croissance s'est poursuivie, les entreprises ont poursuivi leurs investissements en équipements et en R&D, bien qu'à un niveau modéré, et elles ont continué à se spécialiser de façon à augmenter leur efficacité. Ces tendances reflètent bien les conditions de marché actuelles. Toutefois, il est important de noter que 2012 a été une année particulièrement dynamique pour les donneurs d'ordres québécois, avec des investissements records dans le secteur minier et plusieurs projets d'envergure dans les secteurs de l'aéronautique, du transport, des ressources minérales et de l'énergie électrique. Le fait que ce dynamisme ne se soit pas totalement reflété dans la performance des PME manufacturières signale l'importance d'augmenter leur compétitivité pour saisir les opportunités offertes par les grands projets.

« Notre économie est basée en majeure partie sur les donneurs d'ordres québécois et canadiens. Il ne faut pas seulement se reposer là-dessus, sans quoi nous risquons de ne pas évoluer. »

Alban Meier
Avant-Garde Technologies CFMA

Les années à venir pourraient ne pas connaître un essor égal à celui de 2012. Une éventuelle baisse des prix des ressources minérales ou encore le ralentissement des investissements dans le réseau routier, récemment annoncé par le ministère des Transports¹⁸, risquent de causer un ralentissement de l'activité du secteur manufacturier. En revanche, la reprise mondiale et la résolution de la crise financière européenne pourraient constituer des avenues de croissance porteuses pour nos PME.

Dans cette optique, la commercialisation à l'international, le maillage, la collaboration et la consolidation des PME pour se positionner comme intégrateurs locaux, devraient gagner en importance.

Si les sous-traitants manufacturiers québécois sont en mesure de relever les grands défis de la compétitivité mondiale, le rythme de croissance des dernières années devrait se maintenir à moyen et à long terme.

Le Baromètre industriel québécois est une initiative de :



En partenariat avec :



Canada

Finances
et Économie

Québec



IQ Investissement
Québec

FACILITER · FINANCER · PROPULSER

Le sondage auprès de 400 PME manufacturières québécoises a été réalisé par :



L'analyse des données recueillies et des tendances économiques a été réalisée par :



STIQ
1080, côte du Beaver Hall, bureau 900
Montréal, Québec, H2Z 1S8

514 875-8789 / 1 888 875-8789

info@stiq.com

www.stiq.com